



COREE DU NORD : LA STRATEGIE DE LA PROLIFERATION

Marianne Péron-Doise*

Le récent tir par la Corée du Nord d'un nouvel engin présenté comme une fusée à usage civil participe de la stratégie de tension entretenue par Pyongyang autour de son programme nucléaire.

Dernière étape de la montée de tensions orchestrée par Pyongyang depuis le début de l'année 2009, la Corée du Nord a annoncé le 5 avril dernier avoir lancé une fusée UNHA-2. Bien que les autorités nord-coréennes aient pris grand soin de présenter ce tir comme entrant dans un programme spatial civil visant à mettre un satellite de communication sur orbite, ce geste a été perçu comme une nouvelle provocation visant à alourdir le climat d'insécurité régionale que Pyongyang entretient à dessein, le jugeant profitable à ses intérêts. L'effet miroir avec le modèle de prolifération iranien ajoute aux inquiétudes. L'Iran vient en effet de faire la démonstration de ses capacités balistiques en procédant à la mise en orbite d'un petit satellite de communication.

Allant au bout de sa posture de confrontation, Pyongyang a par ailleurs proclamé son droit à l'entretien de capacités nucléaires face à ce qui est dénoncé comme la politique "hostile" des Etats-Unis à son égard. Cette auto-proclamation du statut d'Etat nucléaire à titre défensif, déjà formulée en février 2005, n'est pas qu'une bravade supplémentaire mais entend fixer un seuil de négociation face à la nouvelle administration américaine.

La Corée du Nord avait effectué des "aveux nucléaires" dans les mois suivant la visite du diplomate américain James Kelly à Pyongyang en octobre 2002, prélude à la crise actuelle. L'expulsion des inspecteurs de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) avait été suivie de l'annonce du retrait nord-coréen du TNP (Traité de non-prolifération nucléaire) en janvier 2003 puis, par l'admission publique d'un programme nucléaire militaire en juin. Le discours nord-coréen a ainsi rapidement intégré la notion de dissuasion nucléaire, affirmant être capable de produire des armes nucléaires, puis avoir renforcé ses capacités en la matière. Parallèlement, en dépit des négociations sur la dénucléarisation engagées dans le cadre des Pourparlers à Six (1) dès 2003 et de la politique de concessions réciproques mise en place à l'initiative américaine, à partir de 2006, le régime nord-coréen n'a eu qu'une attitude partiellement coopérative. La dynamique des petits pas, prônée par les Etats-Unis et soutenue par la Chine, n'a pas réussi à déboucher sur le démantèlement complet du programme nucléaire ni même sur une clarification de l'état de ce programme, en raison de divergences - au demeurant prévisible - sur la question sensible des vérifications.

L'ambiguïté entretenue par le leadership nord-coréen sur ses capacités nucléaires est en effet fondamentale pour la survie du régime. La crise de 1993-1994 avait clairement mis en exergue sa volonté de produire du plutonium. Selon les services spécialisés américain, sud-coréen et japonais, Pyongyang en posséderait suffisamment pour fabriquer 4 à 8 engins nucléaires. Par ailleurs, aucune lumière n'a pu être faite sur le programme d'enrichissement d'uranium que l'on soupçonne Pyongyang de développer.

Actuellement, tout en tirant un avantage stratégique maximum du flou entretenu sur ses capacités nucléaires, Pyongyang joue habilement la carte de la menace balistique avec le lancement de ce qui est présenté comme un satellite de communication et qui pourrait être un essai de missile Taepodong 2 capable d'atteindre l'Alaska, et donc le territoire des Etats-Unis. L'on sait que les bénéfices tirés par Kim Jong-il du commerce de missiles balistiques, avec la Syrie et l'Iran notamment, lui assurent de substantiels revenus. La Corée du Nord n'a, a priori, aucun intérêt à renoncer à ses programmes nucléaires et balistiques. Le régime apparaît stable, en dépit des interrogations sur la santé de Kim Jong-il et de la dépendance grandissante du pays vis-à-vis d'une aide extérieure massivement prodiguée depuis 1994. Une assistance qui est issue de différentes sources. La Corée du Nord reçoit du fuel lourd dans le cadre des Pourparlers à Six. Pékin et Séoul lui accordent à titre bilatéral cette fois une aide alimentaire et énergétique. Enfin, le PAM (Programme alimentaire mondial) et la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation) ont pu lui fournir de 400 à 500 000 tonnes d'aide alimentaire par an. Toutefois, ce programme a été suspendu

à la demande de la Corée du Nord elle-même en 2008 à la consternation des responsables du PAM, conscients de la détresse alimentaire d'une grande partie de la population

En tout état de cause, le « Cher Leader » n'apparaît pas prêt à accepter le principe d'un démantèlement complet et vérifiable de son programme nucléaire comme il l'a démontré lors de la crise de 1993-1994 et depuis 2002. La communauté internationale va donc devoir continuer à composer avec les alternances de cycle de détente et de crise que Kim Jong-il entretient habilement depuis plus de quinze ans.

1 - Ces pourparlers regroupent les deux Corées, les Etats-Unis, la Chine, le Japon et la Russie

***Senior analyste sur les questions de sécurité en Asie,
chargée d'enseignement à l'INALCO et Sciences-po Paris.**